



# La formation : c'est le pouvoir !

La Coopérative des élu·es, menée par le maire de Grigny (Essonne), Philippe Rio, a tenu à rappeler l'importance du droit à la formation des élus face à la menace de Pierre-Édouard Stérin et de son plan « Péricle's » pour la victoire de l'extrême droite aux municipales de 2026.

Il y a quelques jours, l'Humanité a mis en lumière le plan « Péricle's » du milliardaire/exilé fiscal Pierre-Édouard Stérin pour la victoire de l'extrême droite dès les prochaines élections municipales de 2026. Un plan qui vise à « transformer les derniers succès électoraux en victoire aux municipales dès 2026, à équiper l'état-major du RN d'un plan structuré sur trois ans avec des objectifs précis, dans le but de remporter 1 000 communes pour le RN et ses compagnons de droite et permettre l'exercice réussi du pouvoir dès la prochaine échéance ».

Ce plan prévoit la mise en place d'une « école des maires » qui s'est vu appor-ter le soutien d'Édiles LR-DVD, une école de formation des futurs dirigeants politiques, et propose aux futurs candidats une palette d'outils stratégiques et opérationnels (communication, playbook, analyse de données, financement, besoins en ressources humaines, big data et CRM), accompagnés d'une « instruction » théorique, logistique et pratique.

Ce plan est l'arbre qui cache la forêt : ces dix dernières années, l'extrême droite s'est employée à investir les entreprises de formation et les instances nationales du secteur afin de consolider des générations de cadres formés au « combat électoral », faisant de leur focalisation, de la formation des cadres et des élus, de leur mise en réseau une

étape obligatoire et le « cœur » de leur ambition de prise du pouvoir. Cette stratégie accompagne la création d'un « parcours » de suivi et développement des cadres individualisé portant sur une longue période. L'une des bases de notre démocratie est la possibilité donnée à chaque citoyen·ne d'exercer les fonctions électorales sans contrainte d'origine, de classe sociale, de géographie ou de religion. Cet élément fondamentallement progress-

iste est matérialisé par le Code général des collectivités territoriales, qui fait de « la formation des élu·es un droit individuel pour chaque élu·e et une dépense obligatoire des collectivités ».

Notre famille politique a été la première à créer les structures de l'exercice de ce droit à la formation et à la compréhension du monde. Pourtant, peu d'élu·es utilisent leur droit en proposant des milliers qui composent notre réseau national. Dans le capitalisme, un droit qui n'est plus revendiqué est un droit qui disparaît en silence au profit du renforcement du pouvoir des dominants.

Le libéralisme a rendu la projection de perspectives politiques progressistes, comme la gestion des collectivités, complexe et difficile d'accès. Cela nécessite des progressistes un grand investissement dans la formation

afin de déconstruire le récit dominant tout en donnant des perspectives de réflexion visant à l'émancipation de toutes et tous. Nous devons nous « armer » afin de continuer à gérer et exercer nos mandats sous la pression d'injonctions réactionnaires et saisir les opportunités et les faiblesses du système afin de développer dans le réel notre vision du monde. À l'inverse du modèle Péricle's, le « sachant » qui instruit, nous mettons à contribution l'esprit critique des militants, leur vécu, en relation avec des connaissances théoriques et diverses : la formation comme vecteur d'émancipation de la pensée est un prérequis au progrès.

Le droit à la formation des élu·es est fourdement attaqué depuis plusieurs années. Sa disparition est un enjeu pour les forces libérales : des élu·es moins formés sont moins autonomes, c'est une attaque directe contre la démocratie. Ces attaques nous rappellent la nécessité d'un véritable statut des élu·es incluant les moyens de l'exercice démocratique et entier du mandat, comme le retour à la vie civile.

À l'aube des prochaines municipales, l'enjeu de maintenir l'espoir crédible d'une société meilleure est notre responsabilité. Chaque jour, le travail de nos

élu·es démontre qu'ensemble tout devient possible. Le Nouveau Front populaire est un héritage rendu palpable par la réalité locale et des grands combats nationaux d'élu·es et de militant·es.

Il y a urgence à repenser la mise en valeur de nos réseaux de cadres et d'élu·es, à adopter le temps long, mais cela ne sera rendu possible que si les individus se mobilisent et utilisent leurs droits. Notre famille politique a déjà mis en place de nombreux dispositifs de débat et de formation, libre à vous de vous en emparer dès cet été.

Nous appelons donc tous nos collègues et tous les militant·es du bien commun à se mobiliser autour de notre association d'élu·es, à prendre contact pour la faire vivre, se donner les moyens du pouvoir et défendre l'intérêt général. Les chemins de l'émancipation ne s'arpentent que lorsqu'on les emprunte.

Face au capitalisme qui détruit l'humain et la planète, face au danger d'un RN soutenu par les élites et qui nous promet un libéralisme sauvage et autoritaire : nous réaffirmons que nous sommes une famille politique déterminée à défendre la dignité, la liberté et nous partageons l'obstination de ceux qui, au bout du malheur, choisissent toujours le parti de la vie. ■

**LE BUREAU DE LA COOPÉRATIVE DES ÉLU·ES COMMUNISTES, RÉPUBLICAIN·ES ET CITOYEN·NES**